

Jusqu'à quand Facebook pourra-t-il accumuler les comportements illégaux ou contraire aux intérêts de ses utilisateurs sans risquer de s'effondrer ?



Facebook est de nouveau la cible d'une enquête pour avoir partagé abusivement les données personnelles de ses utilisateurs.

Avec Daniel
Ichbiah

Atlantico : Facebook est à nouveau la cible d'une enquête. Le réseau social est accusé d'avoir partagé abusivement les données de très nombreux utilisateurs avec 150 partenaires. Il s'agit-là d'un nouveau scandale peu de temps après celui de Cambridge Analytica : Facebook peut-il échapper aux pressions judiciaires ? Comment ?

Facebook est un service gratuit qui coûte extrêmement cher. Facebook comme Google vit grâce à la publicité, or ce ne sont pas les informations nominatives qui les intéressent mais plutôt les informations de type sociologique. A titre d'exemple, si je suis un annonceur et que je cherche à vendre des vêtements branchés, je vais vouloir toucher des jeunes vivant dans les beaux quartiers et avec un certain budget ; grâce à Facebook -entre autres- et ses données c'est ces individus que je vais cibler en priorité.

Facebook touchera 300 000 personnes et le site qui cherche à faire sa publicité en touchera 20 000. Facebook ne gagne de l'argent que de cette façon, c'est-à-dire en vendant du big data. Chacun peut être ciblé, mais chaque annonce ne s'attachera qu'à un pan de la population.

Sans cette solution, l'alternative pour Facebook serait de faire payer ses utilisateurs une dizaine d'euros par mois pour accéder au service. Une solution peu viable, car il est très incertain que les gens acceptent de payer. Cependant, si l'on parle beaucoup de Facebook pour ces problèmes de big data ils ne sont pas leurs seuls à utiliser ce mode de financement. Il en va de même pour Google ou Twitter.

Finalement, la question est assez simple : acceptons-nous ce mode de fonctionnement pour bénéficier d'un service gratuit ou est-ce nous refusons de voir nos données vendues ? Quoi qu'il en soit, Facebook ne porte pour l'instant pas atteinte à la vie privée au vu des informations qui sont échangées. En outre, il n'est pour l'instant pas question d'être fiché selon son appartenance politique ou sa religion.

Pour ce qui est de Cambridge Analytica le problème était autre. Il s'agissait d'une application qui était greffée à Facebook et qui sous

prétexte d'offrir un test de personnalité revendait en réalité les informations obtenues au parti républicain américain.

Facebook n'avait pas créé cet outil, il s'agit d'une faille de réseau social. Or, ces failles arrivent en tant réel, c'est un usage imprévu dont -dans ce cas précis- Zuckerberg n'était pas responsable. D'autant plus que ces failles sont fréquentes et Zuckerberg n'est pas le seul à avoir été dépassé par les événements. Par exemple, en 1997 les universités américaines avaient été les premières à s'équiper du haut débit pour faciliter l'échange de thèses, rapports entre leurs étudiants. Un usage qui avait été détourné par ces mêmes étudiants pour télécharger de la musique illégalement.

Cette nouvelle affaire ne risque-t-elle pas d'ébranler la confiance des internautes ? Ne risqueraient-ils pas, soucieux de voir leurs données utilisées sans leur consentement, de se tourner vers d'autres applications comme la messagerie Telegram par exemple ?

Cette affaire reste un épiphénomène : elle touche la population urbaine très informée mais le gros du public et des utilisateurs n'en ont cure. Imaginons qu'un fabricant de smartphone soit la cible d'un grand scandale, cela n'empêcherait pourtant pas l'utilisation de ses téléphones, ici la situation est la même. Facebook est devenu un moyen de communication banal, un outil banal et tant que leurs proches et famille l'utilise toujours, les gens ne s'en détourneront pas.

Encore une fois, le dilemme est le même : accepter ou non le modèle de financement.

Enfin, quels pourraient être les autres conséquences de cette enquête menée par un Grand Jury pour Facebook ? Facebook peut-il vraiment accumuler ce type de comportements sans subir de large conséquences financières ou juridiques ?

Les conséquences de cette enquête pour le réseau social devraient être moindre. Tant, qu'il s'agit uniquement de cibler les publicités plutôt que d'espionnage Facebook s'en tirera sans problème à l'instar de Google. Ce qui changerait réellement la donne c'est s'il y avait collusion entre un gouvernement et le réseau social.

En effet, que Spotify, par exemple, use des datas de Facebook pour connaître les goûts musicaux des internautes n'est pas si alarmant par contre l'abus serait réel si Facebook permettait à un gouvernement d'obtenir des informations sur la vie privée des individus (comme Yahoo qui s'est vu accusé d'avoir des liens étroits avec le gouvernement chinois en 2006). Un tel cas de figure serait dramatique mais pour l'instant il s'agit uniquement d'échanges commerciaux.